



## **Qui met en question TTIP, doit également – surtout à l’heure actuelle – dire NON à CETA!**

La plateforme luxembourgeoise anti-TTIP salue le fait que de plus en plus d’acteurs politiques semblent enfin se rendre à l’évidence que l’accord de libre échange TTIP remet en question nos acquis sociaux, démocratiques et écologiques ainsi que nos droits en tant que consommateurs. C’est la raison pour laquelle notre plateforme invite le gouvernement luxembourgeois à parler un langage clair à Bruxelles afin que les négociations qui sont en cours soient arrêtées.

Mais: qui reconnaît enfin les problèmes liés à TTIP, doit également adopter une position ferme et s’opposer à CETA. Car CETA et TTIP sont les deux faces d’une même médaille ou comme disent les Luxembourgeois: “*Speck a Schwéngfleesch*”. La majorité des arguments en défaveur de TTIP valent dans la même mesure aussi pour CETA. Des multinationales seraient en droit de demander à des cours spéciales de faire condamner des Etats à payer des sommes exubérantes en guise de « réparation pour des pertes potentielles subies ». Le principe de précaution serait menacé, les normes en termes d’environnement, de santé et d’acquis sociaux seraient affaiblies et un développement ultérieur de ces normes serait presque impossible, etc.

**Et nul n’ignore que si TTIP faisait naufrage, des milliers de firmes iraient s’implanter au Canada pour se servir de CETA afin de réaliser leurs buts, ce qui, dans le présent cas de TTIP, peut probablement être évité.**

Les ministres européens devraient se prononcer sur CETA en septembre, à l’occasion d’une réunion du Conseil de l’UE à Bratislava. Les défenseurs de CETA ont clairement l’intention de faire voter CETA encore au mois d’octobre et de braver tous les principes démocratiques en place et de faire appliquer CETA avant même que les parlements nationaux n’aient pu se prononcer. Les votes des parlements nationaux seraient de la sorte réduits à un jeu purement symbolique, sans valeur aucune.

**La plateforme luxembourgeoise anti-TTIP invite les partis politiques luxembourgeois, la Chambre des députés ainsi que le gouvernement à:**

- **se prononcer contre CETA, avec toutes les conséquences que cela implique;**
- **et à s’opposer fermement à une application provisoire de CETA.**

Une décision sera prise au cours des deux mois à venir! Notre gouvernement doit annoncer la couleur. Le NON à CETA et à TTIP devra libérer la voie pour entamer ensuite des négociations sur la mise en place de conditions commerciales mondiales équitables, qui respectent également les intérêts des dits pays en voie de développement.

Les acteurs politiques qui avancent dorénavant des doutes sur TTIP, mais qui s’engagent néanmoins en faveur de CETA, jettent de la poudre aux yeux des citoyen(ne)s par pur calcul politique! La plateforme luxembourgeoise TTIP s’attend clairement à ce que ce ne soit pas le cas au Luxembourg!

*La plateforme luxembourgeoise Stop-TTIP*